

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Covid-19 : la présidence de la République préconise la vigilance maximale

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DEPUIS les deux cas confirmés de patients frappés de Coronavirus (Covid-19), au Cameroun voisin, les autorités gabonaises, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sont très préoccupées. En atteste la tenue de deux Conseils présidentiels sur cette "pandémie", le dernier datant du week-end écoulé. Dudit Conseil présidentiel, le chef de l'État a décidé, entre autres, de créer un fonds spécial pour la riposte contre le Covid-19, de renforcer le dispositif sanitaire aux portes d'entrée du pays, de renforcer en matériel les deux laboratoires permettant le dépistage, de restreindre les missions à l'étranger des membres du gouvernement et d'intensifier les campagnes de sensibilisation.

Dans la même foulée, le report à une date ultérieure de tous les événements internationaux organisés au Gabon a été décidé. Objectif : empêcher toute contamination sur le sol gabonais. Et pour éveiller davantage la conscience collective, le dispositif sanitaire déclenché a constitué l'unique point de la traditionnelle conférence de presse du porte-parole de la présidence de la République,

Jessye Ella Ekogha, hier. Face à la presse, ce dernier a rappelé l'importance que le président de la République accorde à la lutte contre cette nouvelle pathologie.

Et Jessye Ella Ekogha de déclarer : "L'épidémie de coronavirus se propage partout dans le monde, le président de la République est fortement mobilisé. La semaine dernière, il a convoqué à deux reprises le Conseil présidentiel à ce sujet, auquel ont participé le Premier

ministre et l'ensemble des ministres concernés. Un point lui est par ailleurs fait quotidiennement sur l'évolution de l'épidémie dans le monde et sur le continent, ainsi que les avancées en termes de connaissance sur ce virus apparu il y a seulement quatre mois".

Occasion pour le porte-parole de préciser que lesdites recommandations ont été prises à titre préventif et qu'en fonction de l'évolution, elles pourront être allégées ou renforcées.



Photo: DR

Jessye Ella Ekogha échangeant avec les journalistes.

Des mesures à l'Assemblée nationale et au PDG

F. M. MOMBO
Libreville/Gabon

DANS le cadre de la prévention contre le Coronavirus dans notre pays, l'Assemblée nationale a pris un certain nombre de mesures. Idem au secrétariat général du Parti démocratique gabonais (PDG).

Ainsi, le président de la Chambre des députés, Faustin Boukoubi, a, par le biais d'une Note de service, annoncé la mesure selon laquelle "toutes les missions des députés à l'étranger sont suspendues

jusqu'à nouvel ordre".

Pour sa part, le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, a annoncé le report, à une date ultérieure, de la célébration du 52e anniversaire du parti. Un événement qui devait se tenir le 12 mars prochain, comme à l'accoutumée. Cette décision qui intervient sur instructions du président du PDG, Ali Bongo Ondimba, est consécutive au Conseil présidentiel tenu le 7 mars dernier, sur le "covid-19" appelé communément "coronavirus".

Selon le SG du parti au pouvoir, "Cette décision se conforme, à juste titre, à l'esprit républicain concentré pour l'heure, sur une prévention efficace en vue de la protection de la santé des Gabonaises et Gabonais, face au covid-19, déjà confirmé dans un pays frère, voisin du Gabon".

Aussi, a-t-il annoncé la mise à disposition de tous les secrétaires provinciaux, communaux, d'arrondissement, départementaux et fédéraux sur toute l'étendue du territoire, d'une fiche politique

repreuant toutes les mesures de prévention prises lors du Conseil présidentiel spécial sur le covid-19.

"Cette fiche politique constituera le support fondamental des séances d'éducation civique dans chaque fédération, sous la supervision des membres du Bureau politique de chaque circonscription politique sur toute l'étendue du territoire", a précisé l'orateur. Avant d'appeler l'ensemble de ses militants et les autres compatriotes au respect des mesures préventives retenues par le gouvernement.

Miroir du gouvernement

Comme un "casse-tête gabonais"

UNE fois de plus, les habitants de la capitale gabonaise ont subi une pluie torrentielle samedi dernier qui a causé divers dégâts. À l'instar des communes voisines (Owendou et Akanda), toutes les artères du 5e arrondissement de Libreville, comme d'habitude, étaient complètement inondées. Le carrefour dit IAI, était méconnaissable, pris, impraticable. Impossible de traverser la Voie-Express, des véhicules emportés par les eaux encombraient les caniveaux. De même que des marchandises. Un spectacle désolant qui donnait au lieu une vue apocalyptique. C'est à croire qu'on est au bord de l'Ogooué sorti de son lit.

Par le passé, d'aucuns pointaient du doigt les bassins-versants comme étant l'une des causes de ces inondations à

répétition. Le gouvernement et l'Union européenne (UE) avaient signé un contrat visant à régler la question des bassins-versants dans la ville de Libreville et ses environs. Un projet qui avait bien démarré, jusqu'à ce que, l'instance internationale se rétracte. Malgré l'attitude affichée par la partie gabonaise, l'UE avait à nouveau exprimé sa disponibilité à accompagner les autorités gabonaises dans leur souci de régler la problématique des bassins-versants. La pluie diluvienne de samedi et les dégâts qui s'en sont suivis doivent décider le gouvernement à prendre rapidement ce problème à bras-le-corps. La question des inondations de Libreville devenant un véritable casse-tête. Il faut alors agir pour soulager une population qui n'en

peut plus d'être chaque fois victime de cette catastrophe naturelle. Ce d'autant que beaucoup d'entre elles, se retrouvent dépourvues de leurs biens.

Face à cet état de choses, l'on se demande si le gouvernement gardera la même attitude face à un problème désormais préoccupant. Va-t-il l'abandonner seule face à ce fléau ? Dans tous les cas, l'Exécutif n'a pas d'autre choix que de réagir promptement. Des mesures pour prévenir les inondations et les dommages qu'elles entraînent s'imposent. Elles sont prioritaires. L'une d'elles reste donc la lutte contre les inondations devenues récurrentes à chaque pluie.

Martina ADA METOULE